

Ces dernières années, la Convention sur la diversité biologique s'est laissé influencer de plus en plus par les intérêts commerciaux, aux dépens d'un processus équitable et démocratique. Ainsi, elle s'est vu proposer d'adopter diverses solutions fausses qui perpétuent la destruction de la diversité biologique, le changement climatique et l'érosion des droits des personnes, en particulier ceux des femmes, des peuples autochtones et des communautés locales.

Les écosystèmes sains et la diversité biologique jouent un rôle capital dans la régulation du climat. Les solutions qui portent atteinte à la diversité biologique, aux communautés et aux écosystèmes ne peuvent que le déstabiliser davantage. Elles provoquent en outre le déplacement et la perte des droits des peuples autochtones et des communautés locales. Nous sommes déjà témoins des graves conséquences qui découlent de la mise en œuvre à grande échelle de fausses solutions, telles les cultures pour la fabrication d'agrocarburants (ou biocarburants) et les plantations industrielles d'arbres que les organismes de l'ONU appellent à tort « boisement » ou « reboisement ». Pour aggraver encore les choses, les systèmes, les normes et les critères de certification encouragent ces activités nuisibles en les déclarant « respectueuses de l'environnement ».

Bien d'autres fausses solutions ont été proposées, dont certaines commencent déjà à être appliquées. Elles aussi risquent d'avoir de graves effets sur la diversité biologique, la stabilité du climat et les droits des personnes. Non seulement elles ne s'attaquent pas aux causes premières du changement climatique, mais elles sont susceptibles d'aggraver la crise. Il s'agit de :

- les arbres GM dans des plantations industrielles qui seront utilisées comme « puits de carbone » et pour fabriquer des agrocarburants ;
- la « fertilisation » des océans (par exemple, en y ajoutant des particules de fer) ;
- le captage et stockage de dioxyde de carbone (CSC) : la combustion de combustibles fossiles avec CSC et la bioénergie avec CSC ;
- les plans de séquestration de carbone par le sol associés à l'agriculture industrielle.

Les entreprises proposent également de fausses solutions en matière d'adaptation au changement climatique, telle la manipulation génétique et l'emploi de gènes brevetés pour rendre les produits agricoles résistants à la sécheresse, à la salinité et aux températures extrêmes.

Alors que le capitalisme libre-échangiste effréné a abouti à une crise financière où les prix du pétrole et des aliments montent en flèche, on continue de proposer des mécanismes financiers « innovants » pour transformer la nature en marchandise : les échanges de carbone, les compensations de carbone, le paiement de services environnementaux, le système REDD et les compensations de diversité biologique. Plutôt que de résoudre le problème, ces « solutions » vont probablement mettre en péril la diversité biologique, le climat et les populations.

Il est évident que toutes ces propositions n'avantagent que les entreprises. Leur véritable objectif est d'accroître la mainmise des entreprises sur la terre, les forêts, l'eau, l'agriculture et la diversité biologique, en profitant du changement climatique et de la crise de la diversité biologique pour y parvenir. On assiste à une nouvelle période de colonialisme, version 21^e siècle.

L'adoption de définitions erronées et d'un langage trompeur facilite les choses : par exemple, les plantations d'arbres sont appelées « forêts » et l'agriculture industrielle intensive est dénommée « révolution verte ».

Nous exhortons les négociateurs internationaux et les représentants des divers secteurs et ONG à la CdP 9 de la CDB à s'opposer à toute tentative d'affaiblir la Convention et de pérenniser les intérêts des entreprises. Il faut qu'ils refusent les arbres GM, les agrocarburants et les plantations industrielles, l'échange et les compensations de carbone, la fertilisation des océans, les gènes de tolérance au climat, une nouvelle « révolution verte » destructrice et toute autre solution fausse qui ignore et porte atteinte aux droits des populations, y compris ceux des peuples autochtones, qui dégrade les écosystèmes et qui représente une menace pour la diversité biologique et le climat.

African Biodiversity Network
A SEED Europe
BiofuelWatch
Carbon Trade Watch
Corporate Europe Observatory
ETC Group
Gaia Foundation
Global Forest Coalition
Global Justice Ecology Project
NOAH - Friends of the Earth, Denmark
Stop GE Trees Campaign
Terra de Direitos
Timberwatch Coalition
Transnational Institut
World Rainforest Movement

Pour de plus amples informations veuillez contacter :

Estebancio Castro (Peuples autochtones & REDD) : +49 175 977 2491
Miguel Lovera (Agriculture), GFC : + 49 1 52 2534 4787
Tamra Gilbertson (Échanges et compensations de carbone), CTW/TNI :
+34 665 990 921
Silvia Ribeiro ('Fertilisation' des océans), ETC : +49 176 7706 4731
Ana Filippini (Forêts et plantations), WRM : +49 1 52 2534 4787
Nina Holland (Agrocarburants), CEO : +31 630 285 042
Anne Peterman (Arbres GM), GJEP : + 49 1 76 7718 7583
Simone Lovera (Genre et diversité biologique), GFC : +49 175 977 2491

Pour signer, veuillez écrire à Tamra@tni.org